

## LE PROBLEME DE L'AFRIQUE DU NORD

La conférence impériale qui pour-  
suit ses travaux aussi discrètement  
que possible, aborde le troisième  
mois de son existence, puisqu'elle  
fut solennellement ouverte le 3 dé-  
cembre dernier. A cette époque elle  
avait renvoyé au début de février  
l'audition des représentants de l'A-  
frique du Nord (Algérie, Tunisie,  
Maroc) et de leurs chefs adminis-  
tratifs, le gouverneur général Carde  
les résidents généraux, MM. Henri  
Ponsot et Marcel Peyrouton. Ceux-  
ci, qui étaient venus assister à la  
séance inaugurale et apporter la  
contribution financière de leurs  
budgets aux frais d'organisation de  
cette consultation, s'en étaient re-  
tournés vers leurs capitales respec-  
tives où les rappelaient des questions  
politiques de première urgence. Ils  
ont ou vont donc traverser la Médit-  
erranée avec leurs délégations afin  
de recommander devant les diverses  
commissions de la conférence les  
solutions qu'ils souhaitent voir ap-  
porter aux problèmes soulevés par  
les rapports économiques de l'A-  
frique et de son empire nord-afri-  
cain. On pourrait s'étonner que la  
conférence de la France d'outre-  
mer ait tant tardé à étudier des re-  
lations qui intéressent quarante  
millions de métropolitains et une  
population de vingt millions d'habi-  
tants répartis entre Tunis et Mar-  
rakech. C'est que ses origines et sa  
conception sont strictement colo-  
niales et que le département des co-  
lonies ignore administrativement  
l'Afrique du Nord. Sans l'interven-  
tion des dirigeants de celle-ci il est  
même probable qu'elle n'eût point  
retenu l'attention des promoteurs  
de ces Etats généraux d'apparence  
exclusivement économiques, mais  
dont les incidences politiques peu-  
vent avoir sur la sécurité intérieure  
de l'empire, les plus graves reper-  
cussions.

Il ne faut pas perdre de vue, que  
pendant l'année 1934 la paix civile  
en Afrique du Nord a été menacée  
plusieurs fois dans chacun des trois  
grands gouvernements, à Fès le 10  
mai, à Constantine le 5 août, à Tu-  
nis en septembre et tout récemment  
encore avec la fin du Ramadan.

L'explosion d'un nationalisme  
marocain, personifié par une poi-  
gnée de jeunes ambitieux, les éve-  
nements de Constantine, les excès  
du Destour tunisien sont en premier  
lieu le résultat d'une violence cam-  
pagne menée inlassablement depuis  
dix ans contre l'influence et la  
puissance françaises par un petit  
cénacle de révoités chassés de Da-  
mas en 1925 et qui depuis cette  
époque évoluent entre Lausanne et  
Berlin.

Sous couvert d'une rénovation de  
l'Islam l'émir Chakib Arslam et son  
émule Djabri, dont nous avons dé-  
noncé les agissements, ont entrepris  
avec des fonds d'origine suspecte de  
ruiner le prestige français en Afri-  
que du Nord et de dresser sur sa  
route les pires obstacles.

Ils ont trouvé des auxiliaires et  
des complices dans tous les milieux  
intéressés, pour des raisons diffé-  
rentes et faciles à discriminer, à ce  
travail de destruction.

Empêcher la France d'utiliser ses  
garnisons et ses recrues nord-afri-  
caines en cas de conflit européen,  
satisfaire aux exigences d'une pro-  
pagande révolutionnaire, susciter  
au gouvernement métropolitain,  
sous prétexte de lutter contre l'im-  
périalisme, des ennemis de politique  
intérieure et exercer sur ses mem-  
bres un chantage intéressé, obliger  
les autorités locales, sous la menace  
d'entraîner à l'inepte une foule fa-  
natisée, à respecter les privilèges  
souvent abusifs d'une minorité d'in-  
dividus, exercer des vengeances per-  
sonnelles, voilà autant de raisons  
qui ont fourni à la propagande an-  
tifrançaise d'ardents zéloteurs.

Ainsi à l'origine des frenalisse-  
ments, qui ont ébranlé la paix du  
Nord-Afrique en 1934 et continue-  
raient d'y préparer, si l'on n'y pre-  
nait garde, des vèpres sanglantes,  
on rencontre associés des éléments  
les plus divers en origine et en doc-  
trine, mais dont les efforts concou-  
rent au même but. Reconnaissons  
également qu'ils ont trouvé souvent  
un terrain tout préparé à recevoir  
les mauvaises graines.

Il ne fait pas de doute que la cri-  
se économique aggravée par la sur-  
dité de la métropole devant certains  
appels a contribué à algrir les mas-  
ses laborieuses réduites au chômage,  
il ne fait pas de doute qu'une élite  
intellectuelle inemployée a fourni  
des cadres à l'armée des indigènes  
révoités, mais il ne fait pas de dou-  
te non plus que la carence gouver-  
nementale à l'égard des meneurs  
métropolitains n'a pas facilité la tâche  
des gouverneurs locaux.

Un des responsables indirects des  
événements de Constantine, con-  
damné pour avoir frappé un agent  
de police dans l'exercice de ses fonc-  
tions, connu pour son zèle panisla-  
mique, vient d'être élu avec une si-  
gnificative majorité aux Délega-  
tions financières. Il était à Paris  
cet automne. Il fut accueilli avec  
faveur, c'était normal, par les partis  
politiques d'extrême gauche, mais il  
le fut aussi, ce qui surprend, dans  
certaines organisations créées dans  
la capitale pour protéger les tra-  
vailleurs nord-africains du départe-  
ment de la Seine, contre la propa-  
gande antifrançaise. Comprenez qui  
pourra !

La Tunisie enfin n'échappe pas à  
ces contingences.

Le 18 septembre dernier il y eut  
à Paris un meeting organisé par les  
éléments anticoloniaux de la capi-  
tale pour protester contre les sanc-  
tions prises à la suite des évène-  
ments de Constantine et contre les  
destouriens révoités en Tunisie. On  
avait attiré à cette réunion des ti-  
railleurs en uniforme auxquels on  
recommanda de se servir de leurs  
armes pour chasser les Français  
d'Afrique du Nord. De semblables  
manifestations, par les répercus-  
sions qu'elles peuvent avoir au dela  
de la Méditerranée, devraient être  
des le lendemain portées à la con-  
naissance des autorités nord-afri-  
caines. M. Ponsot fut avisé en effet,  
vingt-quatre heures après le mee-  
ting, M. Carde attendit une bonne  
quinzaine, pas à M. Peyrouton,  
s'il n'avait pas, fin octobre, rencon-  
tré sur sa route un ami renseigné  
il n'en aurait rien su.

Y a-t-il à cette situation un re-  
mède immédiat ? Certes oui. Que  
le chef du gouvernement profite de  
la présence à Paris de MM. Carde,  
Ponsot et Peyrouton pour confron-  
ter leurs rapports et leurs conclu-  
sions. Que de cette conférence nais-  
se un organisme chargé d'assurer  
une politique commune de sécurité  
basée sur un échange rapide de ren-  
seignements entre Alger, Rabat, Tu-  
nis et Paris d'où part trop souvent le  
mot d'ordre révolutionnaire. Qu'à  
côté de ces premières mesures sur  
le plan politique la conférence im-  
périale propose des solutions écono-  
miques susceptibles de ramener la  
prosperité en enlevant à l'armée du  
désordre ses recrues et l'on aura  
déjà couru au plus pressé.

Il sera temps ensuite d'examiner  
chacun des problèmes dans le dé-  
tail, mais qu'on se dépêche : le feu  
couve aux portes de l'empire.

Robert POULAINE.

2001 001 10 3

de

Constantine

10 février 1935